

RAPPORT SUR L'INVESTISSEMENT 2019/2020



Banque
européenne
d'investissement

La banque de l'UE

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Accélérer la transformation de l'Europe

Rapport de la BEI sur l'investissement 2019-2020 : accélérer la transformation de l'Europe – Principales conclusions

© Département Analyses économiques (BEI), 2019. Tous droits réservés. De courtes parties de texte, ne dépassant pas deux paragraphes, peuvent être citées en langue originale sans autorisation explicite, dès lors que la source est mentionnée.

Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises à l'adresse suivante : publications@eib.org.

À propos du département Analyses économiques de la BEI

Le département Analyses économiques de la BEI a pour mission de fournir des analyses et des études économiques destinées à aider la Banque à mettre en œuvre ses opérations et à définir son positionnement, sa stratégie et ses politiques. Fort de 40 économistes, le département est placé sous la direction de Debora Revoltella.

Principaux contributeurs au présent rapport

Direction du rapport : Debora Revoltella

Coordination et vérification du rapport : Pedro de Lima et Atanas Kolev

Principales conclusions

Tim Bending

Les auteurs suivants ont contribué au rapport d'investissement complet.

Introduction : Atanas Kolev.

Chapitre 1 : Atanas Kolev (auteur principal), Philipp-Bastian Brutscher, Rocco Bubbico, Annamaria Tueske.

Chapitre 2 : Philipp-Bastian Brutscher (auteur principal), Andreas Kappeler (auteur principal), Peter McGoldrick, Arnauld Mertens, Ivan Tonev, Edward Farquharson (EPEC, encadré E).

Chapitre 3 : Christoph Weiss (auteur principal), Anna-Leena Asikainen, Maria Lundqvist, Désirée Rückert, Michael Grebe (BCG, encadré A), Michael Ruessmann (BCG, encadré A), Michael Leyh (BCG, encadré A), Marc Roman Franke (BCG, encadré A), Michele Cincera (Université libre de Bruxelles, encadré B), Pierre Mohnen (Université de Maastricht, encadré B), Julie Delanote (encadré B), Anabela Santos (JRC Séville, encadré B), Pierre-Olivier Bédard-Maltais (BDC, encadré C).

Chapitre 4 : Fotios Kalantzis (auteur principal), Wouter Meindersma, Armin Monostori-Hartmann (Commission européenne), Pantelis Capros (Université d'Athènes, encadré A), Alastair Marke (Blockchain and Climate Institute, encadré C).

Chapitre 5 : Laurent Maurin (auteur principal), Frank Betz (encadré A), Antonia Botsari (FEI), Emmanouil Davradakis, Helmut Kraemer-Eis (FEI), Salome Gvetadze (FEI), Frank Lang (FEI), Wouter Torfs (FEI), Marcin Wolski, Cinzia Alcidì (CEPS, encadré D).

Chapitre 6 : Laurent Maurin (auteur principal), Philipp-Bastian Brutscher, Antonia Botsari (FEI), Aron Gereben (encadré B), Helmut Kraemer-Eis (FEI), Salome Gvetadze (FEI), Frank Lang (FEI), Rozalia Pal, Matthieu Ségol (École d'économie de Paris), Wouter Torfs (FEI), Marcin Wolski (encadré B).

Chapitre 7 : Philipp-Bastian Brutscher (auteur principal), Désirée Rückert (auteure principale), Julie Delanote.

Chapitre 8 : Julie Delanote (auteure principale), Andrea Brasili, Annamaria Tueske, Christoph Weiss, Laurent Maurin (encadré B), Marcin Wolski (encadré B), Julie Callaert (ECOOM, encadré C), Xiaoyan Song (ECOOM, encadré C), Petros Gkotsis (Commission européenne, encadré D), Antonio Vezzani (Roma Tre University, encadré D), Anna Cecilia Rosso (Université de Milan, encadré E), Giorgio Barba Navaretti (Université de Milan, encadré E).

Chapitre 9 : Patricia Wruuck (auteure principale), Philipp-Bastian Brutscher, Rozalia Pal, Annamaria Tueske, Elena Crivellaro (OCDE, encadré B), Stéphanie Jamet (OCDE, encadré B), Mariagrazia Squicciarini (OCDE, encadré B).

Comité consultatif scientifique

Eric Bartelsman (Vrije Universiteit Amsterdam), Giorgio Barba Navaretti (Università degli Studi di Milano), Jonathan Haskel (Imperial College Business School), Catherine L. Mann (Citi), Pier Carlo Padoan, Jan Svejnar (Columbia University), Reinhilde Veugelers (KU Leuven).

Publication de la Banque européenne d'investissement

Responsables de publication : Peter Haynes, Christopher Shaw et Janel Siemplenski-Lefort

Mise en page : EIB GraphicTeam

Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position de la BEI.



La version complète du *Rapport de la BEI sur l'investissement 2019-2020 : accélérer la transformation de l'Europe* peut être téléchargée à l'adresse suivante :

www.eib.org/investment-report



print: QH-04-19-662-FR-C ISBN 978-92-861-4473-8 doi: 10.2867/724215
eBook: QH-04-19-662-FR-E ISBN 978-92-861-4481-3 doi: 10.2867/838608
pdf: QH-04-19-662-FR-N ISBN 978-92-861-4477-6 doi: 10.2867/560444

RAPPORT DE LA BEI SUR L'INVESTISSEMENT
2019/2020

PRINCIPALES CONCLUSIONS

ACCÉLÉRER LA
TRANSFORMATION DE L'EUROPE



**Banque
européenne
d'investissement**

La banque de l'UE 

Introduction

Publié chaque année par la Banque européenne d'investissement, le rapport sur l'investissement offre une vue d'ensemble et une analyse détaillée des investissements et de leur financement dans l'Union européenne. À l'examen des tendances de l'investissement est associée une analyse approfondie, spécialement consacrée aux moteurs et aux freins de l'activité d'investissement. Le rapport s'appuie sur un ensemble unique de données, fournies notamment par l'enquête du Groupe BEI sur l'investissement (EIBIS) menée chaque année auprès de 12 500 entreprises en Europe. Cette enquête met l'accent sur l'évaluation que font les entreprises des conditions des investissements et de leur financement, et permet une mise en corrélation avec les données de bilan. Le rapport apporte des informations stratégiques essentielles autour de la nécessité de mesures publiques en matière d'investissement et sur les types d'intervention qui peuvent avoir le plus grand impact.

Alors que l'économie mondiale amorce un ralentissement généralisé et que la politique monétaire approche de ses limites, les appels se multiplient pour que l'Europe intensifie ses investissements afin de répondre aux besoins structurels urgents. Le moment est venu d'investir : la prospérité et le bien-être à long terme des pays européens dépendent de la revitalisation de la compétitivité de l'économie européenne à l'échelle mondiale, de la fin de sa dépendance aux combustibles fossiles et de la garantie que l'Union européenne fonctionne réellement pour tous les Européens. Il est devenu urgent de relever ces défis à l'aide de réformes et d'investissements.

C'est pourquoi le rapport d'investissement 2019-2020 se concentre amplement non seulement sur la transformation structurelle de l'Europe, mais aussi sur la manière d'accélérer ce processus. Les neuf chapitres qui le composent abordent les thèmes suivants :

- Investissement, croissance et cohésion sociale dans l'Union européenne
- Investissements à l'appui des infrastructures dans l'Union européenne
- Investissements incorporels, innovation et transition numérique
- Transition énergétique : défis en matière d'investissement, options et priorités stratégiques
- Le système financier et sa capacité à financer les investissements des entreprises
- Financement des investissements des entreprises
- Jeunes pousses (start-up) et entreprises à potentiel de croissance (scale-up), dynamique des entreprises dans l'Union européenne et aux États-Unis
- Atteindre la frontière européenne de la productivité
- Investir dans les compétences à des fins de compétitivité et d'inclusion

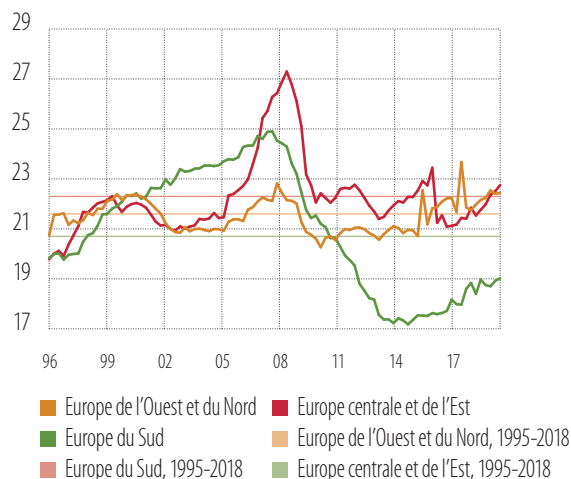
L'Europe pourrait être à l'aube d'une crise conjoncturelle ...

L'activité d'investissement au sein de l'Union européenne s'est remise de la dernière récession. Depuis 2013, la croissance de l'investissement a dépassé celle du produit intérieur brut (PIB). Les investissements ont atteint près de 21,5 % du PIB de l'UE, soit 0,5 point de pourcentage au-dessus de la moyenne à long terme, bien que les investissements restent à la traîne en Europe du Sud.

Pourtant, le climat économique s'aggrave. La croissance du PIB réel s'est ralentie au cours de l'année dernière, parallèlement à la baisse de la demande d'exportations et à l'affaiblissement de la production manufacturière. Les différends commerciaux et le Brexit contribuent à accroître l'incertitude et à détériorer les attentes concernant l'environnement économique et les perspectives d'investissement.

Les investissements devraient s'inscrire dans ce ralentissement au cours de l'année à venir. Jusqu'à présent, l'impact du ralentissement de la croissance du PIB sur l'investissement a été limité, mais cela devrait changer à mesure que le fléchissement se propagera au secteur des services. Les données de l'enquête EIBIS 2019 montrent que les entreprises de l'UE sont plus pessimistes concernant l'environnement politique et réglementaire et s'attendent désormais à une dégradation de la conjoncture macroéconomique qui influencera négativement les investissements. Le nombre des entreprises manufacturières européennes qui prévoient de revoir à la baisse leurs investissements durant l'année en cours a augmenté (à 27 %) pour la première fois en quatre ans.

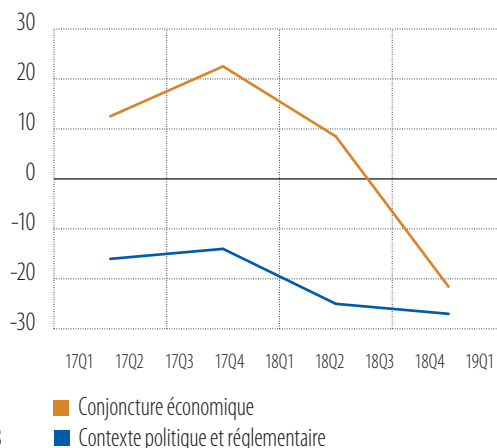
Formation brute de capital fixe dans l'UE (% du PIB)



Source : Eurostat et calculs de la BEI.

Note : Ouest et Nord = AT, BE, DE, DK, FI, FR, IE, LU, NL, SE ;
Sud = CY, ES, IT, GR, MT, PT ;
Centre et Est = BG, CZ, EE, HR, HU, PL, LT, LV, RO, SI, SK.

Perception du climat politique et économique par les entreprises (% d'entreprises qui prévoient une amélioration moins % de celles qui prévoient une détérioration)



Source : EIBIS.

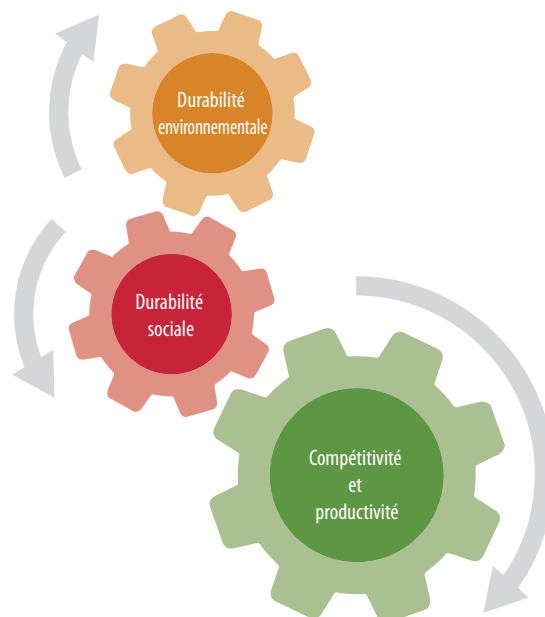
... alors qu'elle doit accélérer les investissements pour répondre à des défis historiques

L'Europe ne peut se permettre d'attendre passivement la survenue d'une autre crise conjoncturelle. Après une décennie perdue d'investissements faibles et de politiques axées sur la gestion des crises à court terme, des mesures urgentes doivent être prises sur un certain nombre de fronts structurels, notamment les suivants :

- Le **rythme de la révolution numérique** : il est nécessaire de stimuler l'innovation et l'adoption des technologies numériques pour maintenir la compétitivité de l'Europe au sein de l'économie mondiale ;
- Les **changements climatiques et la transition vers un avenir neutre en carbone** : les retards pris imposent d'accélérer considérablement les efforts, tant à l'échelle de la planète qu'en Europe ;
- La **reconstruction de la cohésion sociale de l'Europe** : des mesures globales sont indispensables pour renforcer l'inclusion sociale et économique des Européens, notamment au-delà des clivages géographiques et générationnels.

Au lieu de cela, l'Europe doit saisir l'occasion unique qui s'offre à elle de transformer son économie. Les politiques européennes doivent faire face au ralentissement économique, grâce à l'adoption de mesures anticycliques dans le cadre d'une stratégie à long terme visant à s'attaquer aux causes profondes du malaise actuel et à rendre l'Europe plus durable, plus compétitive et plus inclusive. Les pays européens doivent profiter des taux d'intérêt historiquement bas pour soutenir ces efforts, et pas uniquement pour un effet de relance à court terme. L'action doit être de trois ordres :

- **effectuer des investissements publics pour améliorer les conditions d'une croissance durable et inclusive ;**
- **créer un environnement propice à l'investissement privé pour accélérer la transformation ;**
- **promouvoir une intermédiation financière efficace dans toute l'Union européenne.**

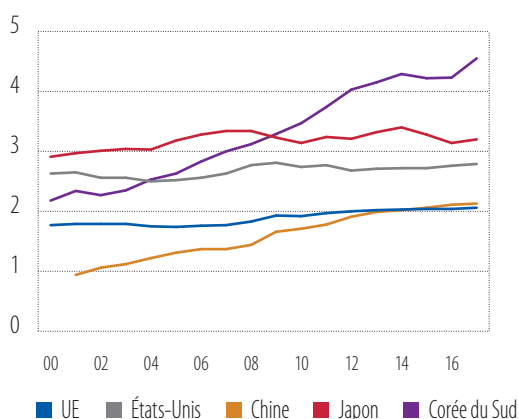


Les lacunes en matière d'innovation, la transition numérique et le processus dynamique de renouvellement des entreprises entravent la compétitivité de l'Europe.

L'Union européenne risque de perdre progressivement sa compétitivité à l'échelle mondiale. Sa lenteur en matière d'innovation, d'adoption des technologies numériques et de croissance de la productivité contrastent avec l'évolution technologique rapide dans le monde et l'émergence de nouveaux acteurs mondiaux. Des rigidités et des obstacles structurels sont à l'origine d'un grand nombre de ces tendances, empêchant souvent la réaffectation nécessaire des ressources au sein de l'économie.

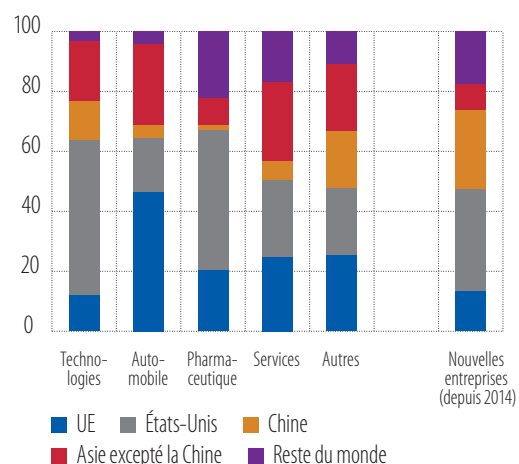
- **Les dépenses de recherche et développement (R-D) dans l'Union européenne sont inférieures à celles de pays homologues et dépendent trop des entreprises traditionnelles dominant le secteur automobile.** Les États-Unis consacrent près d'un point de pourcentage du PIB de plus que l'Union européenne à la recherche-développement (un écart qui s'explique principalement par des dépenses inférieures en matière de R-D de la part des entreprises en Europe), tandis que les investissements en R-D de la Chine ont également bondi, tant en pourcentage du PIB que par rapport au total mondial. Un petit nombre d'entreprises, de secteurs et de pays représentent une part importante des dépenses de R-D. De nombreuses entreprises européennes sont des acteurs majeurs de la R-D au niveau mondial, mais bon nombre d'entre elles se trouvent dans le secteur automobile (qui connaît des changements structurels) et relativement peu dans les secteurs technologique et numérique en forte croissance. Les entreprises européennes ne représentent que 13 % de celles ayant rejoint le groupe des principaux investisseurs en R-D depuis 2014, contre 34 % pour les États-Unis et 26 % pour la Chine.

Intensité des investissements en R-D de 2000 à 2017 (%)



Source : Eurostat.

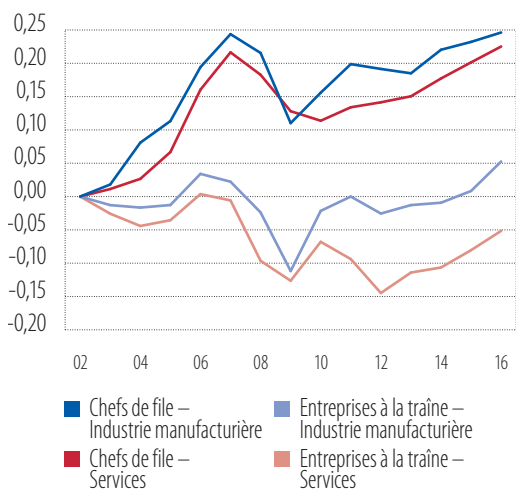
Répartition géographique des dépenses de R-D en 2018, par secteur et parmi les nouvelles grandes entreprises mondiales (%)



Source : Calculs de la BEI fondés sur le tableau de bord de l'UE sur les investissements en R-D industrielle.

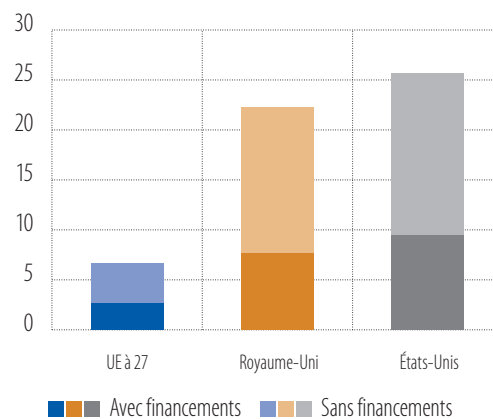
- **Un écart de productivité important et persistant s'est creusé entre les entreprises européennes les plus productives et les autres.** Les entreprises moins productives ont beaucoup de mal à gravir les échelons de la productivité (70 % des entreprises au bas de l'échelle productive y restent pendant au moins trois ans). Pendant ce temps, les entreprises les plus productives – qui ont aussi tendance à être grandes – font face à une faible concurrence de la base. Bien que la diffusion des connaissances (telles que les citations de brevets) reste limitée, le flux de savoirs en provenance et à destination de l'Europe centrale et de l'Est, en particulier, s'est intensifié. Le manque de mobilité pourrait entraver la diffusion des connaissances et des innovations et exacerber une affectation inadéquate des ressources. Les rigidités structurelles et la faible dynamique des entreprises (création, croissance et remplacement des entreprises) aggravent l'écart de productivité. Nous estimons que la croissance de la productivité serait de 40 % supérieure sans ces freins. L'influence des rigidités structurelles est la plus évidente en Europe du Sud, où la productivité stagne à tous les niveaux de sa répartition.

Croissance de la productivité totale des facteurs depuis 2002, entreprises de premier plan – entreprises à la traîne (%)



Source : Calculs de la BEI reposant sur la base de données Orbis du Bureau van Dijk.

Nombre de jeunes pousses et d'entreprises à potentiel de croissance dans l'UE à 27, aux États-Unis et au Royaume-Uni, pour 100 000 habitants



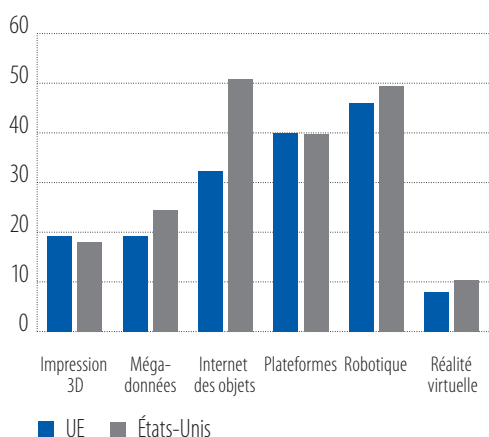
Source : Crunchbase, calculs de la BEI.

- **L'Europe compte trop peu de jeunes pousses et d'entreprises à potentiel de croissance,** les États-Unis en comptant quatre fois plus par habitant que l'UE à 27. Les entreprises européennes à potentiel de croissance tendent à se développer plus lentement et sont plus susceptibles de cibler uniquement leur marché local, plutôt qu'un marché continental ou mondial. Un certain nombre de facteurs structurels contribuent à expliquer cette situation : des marchés plus petits en Europe en raison d'un manque d'intégration de l'économie européenne dans le secteur des services, une plus grande difficulté à attirer les meilleurs talents et une carence générale de personnel possédant les compétences adéquates, et un marché du capital-risque insuffisamment développé qui souffre des préférences nationales et d'une taille limitée. Les réussites des jeunes pousses locales stimulent l'innovation en attirant des investisseurs enthousiastes et en alimentant les marchés de sortie (par le biais de Bourses ou d'acquisitions d'entreprises) pour faire place à la prochaine génération de jeunes pousses. L'absence de cette dynamique désavantage l'Union européenne. Depuis 2012, les entreprises américaines ont consacré 100 fois plus d'argent que leurs homologues européennes à l'acquisition de jeunes entreprises, ce qui a renforcé les incitations à l'investissement en capital-risque.

Principales conclusions

- En Europe, l'adoption des technologies numériques est lente et la fracture numérique entre les entreprises se creuse.** Les entreprises qui adoptent les technologies numériques ont tendance à investir davantage, à être plus innovantes et à croître plus rapidement, profitant de leur position de précurseurs. Toutefois, la part d'entreprises numériques dans le secteur manufacturier de l'Union européenne est de 66 %, une part inférieure à celle des États-Unis qui est de 78 %. L'écart est encore plus important dans le secteur des services, 40 % des entreprises ayant franchi le cap du numérique en Europe, contre 61 % aux États-Unis. Les investissements dans les technologies de l'information des entreprises du secteur des services sont inférieurs d'un point de pourcentage du PIB dans l'Union européenne par rapport aux États-Unis. La lenteur de la transition numérique au sein de l'UE reflète en partie le manque d'entreprises européennes dans les secteurs technologiques qui sont « nées à l'ère du numérique ». La fracture numérique se creuse entre les grandes et jeunes entreprises qui ont déjà adopté les technologies numériques et les petites et anciennes entreprises qui ne l'ont pas fait. Les petites et les anciennes entreprises sont plus susceptibles d'avoir des difficultés à trouver des financements, ce qui peut creuser davantage ce fossé. La nécessité d'améliorer les pratiques et les compétences en matière de gestion entrave également le passage au numérique.

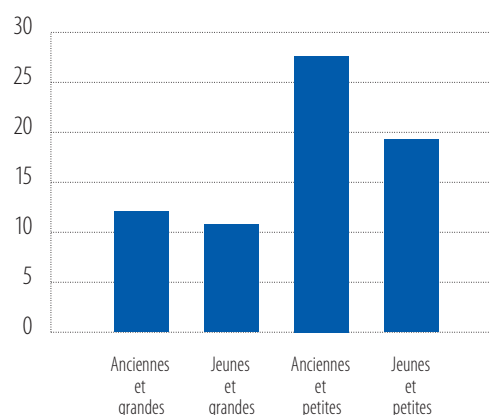
Taux d'adoption des différentes technologies numériques par les entreprises européennes et américaines (%)



Source : EIBIS.

Note : Couverture sectorielle pour chaque technologie : impression 3D (fabrication, construction et services collectifs) ; robotique (fabrication) ; plateformes (services et équipements collectifs) ; internet des objets (tous les secteurs) ; réalité virtuelle (services et construction) ; mégadonnées (fabrication, services et équipements collectifs).

Proportion d'entreprises qui demeurent non numériques, selon l'âge et la taille (%)

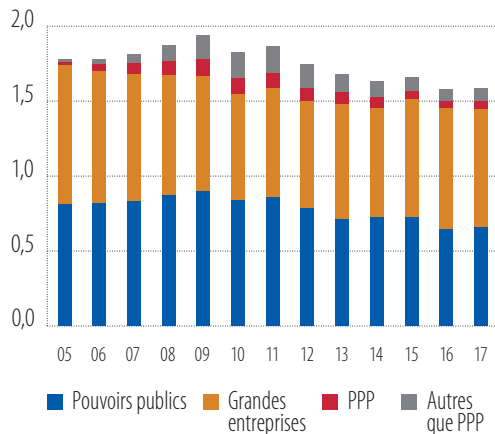


Source : EIBIS.

Note : Jeune = moins de 10 ans ; Petite = moins de 50 employés. Les entreprises sont pondérées en fonction du nombre d'employés.

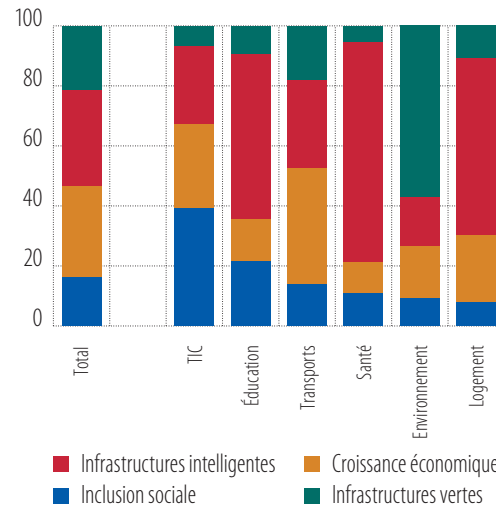
- L'adoption lente d'infrastructures intelligentes par le secteur public est une occasion manquée d'améliorer les services et de stimuler les investissements privés.** Les investissements dans les infrastructures en Europe sont à leur niveau le plus bas depuis 15 ans, soit 1,6 % du PIB, les baisses les plus importantes ayant été enregistrées dans les régions qui sont déjà à la traîne en matière d'infrastructures. La modernisation des infrastructures, en associant les actifs physiques aux technologies numériques, peut permettre d'accroître l'efficacité et de réduire les résultats indésirables. Les effets de synergie pourraient également stimuler les investissements du secteur privé dans les nouvelles technologies. Pourtant, seulement 17 % des régions de l'UE déclarent avoir l'intention de donner la priorité aux infrastructures intelligentes dans un avenir proche. Le cadre actuel des secteurs réglementés, tels que les services collectifs, tend à encourager les gains d'efficacité découlant de l'utilisation innovante des technologies numériques pour diversifier les produits qu'ils proposent.

Investissements dans les infrastructures au sein de l'UE, par secteur (% du PIB)



Source : Base de données de la BEI sur les infrastructures (IJ Global, Centre européen d'expertise en matière de PPP (EPEC), Eurostat). Un PPP est un partenariat public-privé.

« Infrastructures intelligentes » en tant que priorité d'investissement stratégique des municipalités dans les infrastructures, au cours des 5 dernières années (%)



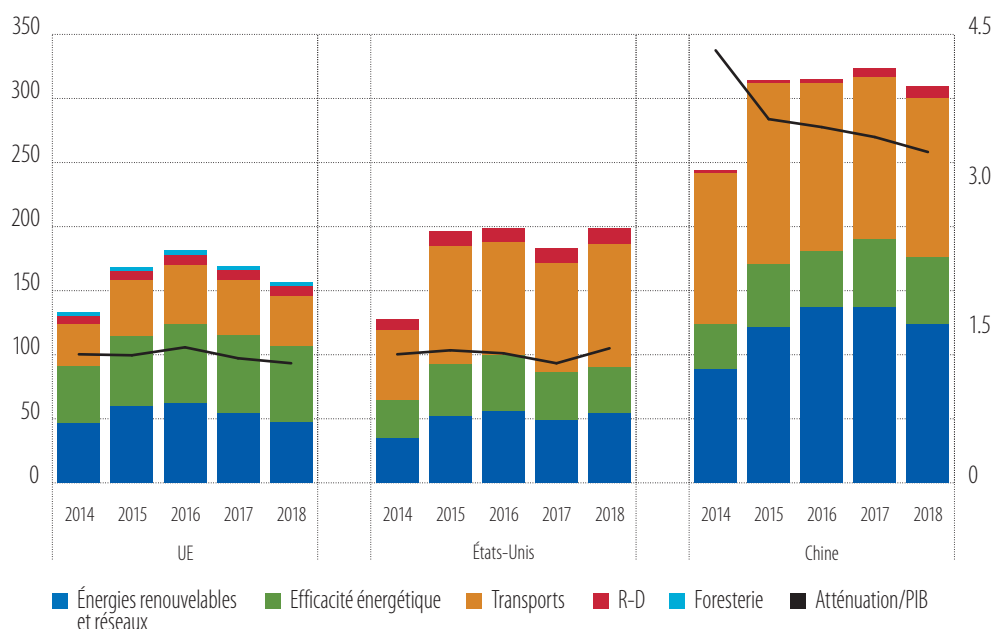
Source : Enquête 2017 de la BEI auprès des municipalités.

Le temps presse pour la transition vers une économie neutre en carbone

Limiter la hausse de la température mondiale à 2°C – voire 1,5°C – est encore économiquement faisable, mais l'Union européenne n'en fait pas assez. Nous devons atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 si nous voulons avoir une chance raisonnable de maintenir l'augmentation de la température mondiale sous les 2°C, un seuil au-delà duquel le monde sera confronté à des conséquences écologiques, économiques et sociales inacceptables. Pour jouer son rôle dans la réalisation de cet objectif, l'Union européenne doit valider et mettre en œuvre une stratégie globale en matière de lutte contre les changements climatiques, dont l'élément central doit être l'accélération des investissements. Bien que des progrès substantiels aient été réalisés, les investissements ne sont pas encore sur la bonne voie.

- **En 2018, l'Union européenne a investi 158 milliards d'EUR dans l'atténuation des changements climatiques.** Représentant 1,2 % du PIB, ce montant est légèrement inférieur à celui des États-Unis (1,3 %) et correspond à un peu plus du tiers de la performance de la Chine (3,3 % du PIB). Si les investissements dans les énergies renouvelables ont diminué en partie grâce à la baisse des coûts, le secteur des transports demeure largement tributaire des combustibles fossiles. L'Europe est en tête des investissements à l'appui de l'efficacité énergétique, mais les investissements dans les transports à faibles émissions de carbone – en particulier le transport ferroviaire – sont beaucoup plus importants en Chine et aux États-Unis. Les transports devraient devenir la principale source d'émissions de gaz à effet de serre après 2030.
- **Les performances médiocres de l'Europe pour ce qui est des dépenses de R-D liées au climat représentent une menace pour sa compétitivité,** compte tenu de l'importance que des technologies n'ayant pas encore fait leurs preuves prendront dans le cadre de la transition. Si les États-Unis se classent en tête concernant les dépenses de R-D liées au climat, la Chine a récemment multiplié par quatre ses dépenses en la matière, dépassant ainsi légèrement l'Union européenne.

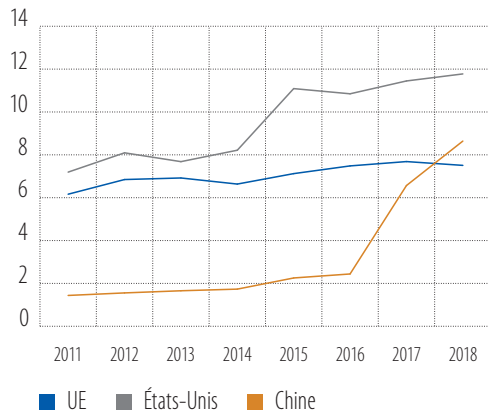
Investissements dans l'atténuation des changements climatiques par secteur (Mrd EUR (échelle de gauche), % du PIB (échelle de droite))



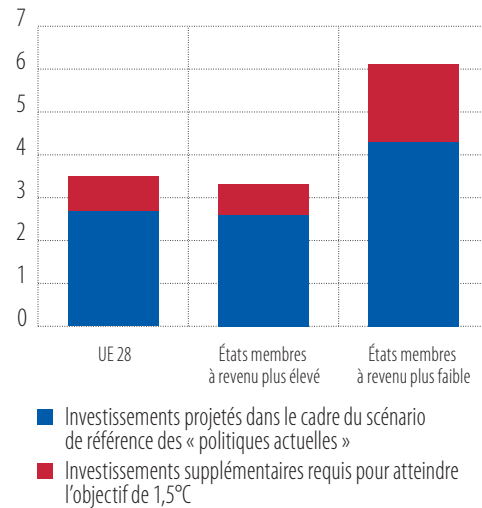
Source : AIE, BNEF (Bloomberg New Energy Finance), Eurostat et estimations de la BEI.

- **Certains États membres risquent de ne pas atteindre leurs objectifs pour 2020 en ce qui concerne la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie.** Environ la moitié des membres de l'UE sont jugés comme étant en bonne voie, tandis que six d'entre eux sont considérés comme ayant peu de chances d'atteindre leurs objectifs pour 2020.
- **Pour parvenir à une économie neutre en carbone d'ici 2050, l'Union européenne doit faire passer l'investissement total dans son système énergétique et les infrastructures connexes (et pas seulement l'atténuation des changements climatiques) du niveau actuel d'environ 2 % à plus de 3 % du PIB en moyenne, ce qui nécessite la mobilisation d'investissements privés.** Des investissements encore plus importants sont indispensables si l'on tient compte de la décarbonation des transports. Environ deux tiers des investissements devront provenir des utilisateurs d'énergie, notamment pour la réhabilitation des bâtiments, l'amélioration des processus industriels et les nouvelles technologies de transport.
- **La transition énergétique a des conséquences sur la cohésion et l'inclusion sociale.** Les pays de l'Est et du Sud-Est de l'UE auront besoin d'investissements particulièrement élevés, tandis que certaines régions seront spécialement touchées par le déclin des industries à forte intensité de carbone, d'où la nécessaire reconversion professionnelle de la main-d'œuvre. La hausse des coûts de l'énergie et la rénovation des logements peuvent représenter un défi pour les ménages à faible revenu. Les politiques et les investissements publics doivent contribuer à catalyser les investissements requis par les ménages et les entreprises.

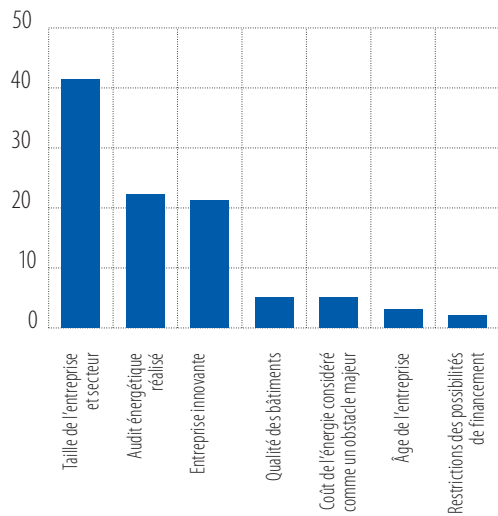
Investissements dans la R-D liée au climat, 2011-2018 (en Mrd EUR)



Investissements nécessaires dans le secteur de l'énergie, 2021-2050, pour une neutralité carbone d'ici 2050 (en % du PIB)



Poids relatif des facteurs influençant la décision d'investir dans l'efficacité énergétique (%)



Source : Commission européenne, calculs de la BEI.
 Note : Les investissements supplémentaires requis sont estimés comme étant la différence entre les scénarios compatibles avec une hausse de + 1,5°C et un scénario de référence qui reflète la trajectoire actuelle de décarbonation de l'UE (en ce compris les objectifs pour 2030). États membres à faible revenu (PIB < 60 % de la moyenne de l'UE en 2013) : BG, CZ, EE, HR, HU, LT, LV, PL, RO, SL.

Source : BNEF.

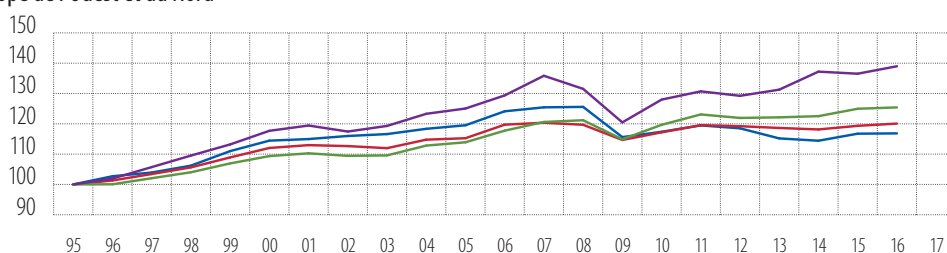
L'aggravation des fractures sociales menace l'avenir économique de l'Europe et sa capacité à gérer le changement

L'une des forces de l'Europe est son modèle social, mais celui-ci doit être renouvelé et adapté face aux inégalités grandissantes et aux nouvelles tensions dues aux changements technologiques. La cohésion sociale est la clé pour que l'Europe puisse s'adapter à une économie mondiale en mutation et répondre aux exigences de la transition vers la neutralité carbone. La mobilité sociale est essentielle pour tirer le meilleur parti des talents et des ambitions des Européens et maximiser les performances économiques et la prospérité. Toutefois, plusieurs tendances sont préoccupantes.

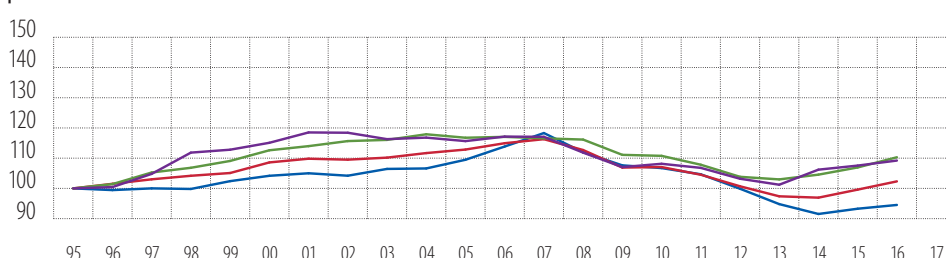
- **L'inégalité de revenus au sein des pays de l'UE s'est accentuée au cours des dernières décennies, malgré l'effet d'atténuation des politiques de redistribution.** Le PIB réel par habitant dans l'UE a augmenté de 45 % depuis 1995. Cependant, le revenu avant impôt des 50 % inférieurs n'a augmenté que de 16 %, tandis que celui des 1 % supérieurs s'est accru de 50 %. La crise financière mondiale a entraîné une réduction de courte durée de l'inégalité de revenus avant impôt, mais celle-ci est depuis lors repartie à la hausse, les revenus stagnants ou diminuant (en particulier en Europe du Sud) pour les citoyens dont les revenus sont les plus faibles. Le succès dans la lutte contre cette inégalité par le biais de la redistribution varie considérablement d'un État membre à l'autre. Par ailleurs, l'inégalité de richesses, qui est beaucoup plus grande que l'inégalité de revenus, demeure un facteur d'inégalité future de revenus en raison du rendement des actifs tels que les biens immobiliers et les capitaux propres.

Revenu avant impôt à différents centiles de la répartition des revenus par groupe de pays (indice 1995=100)

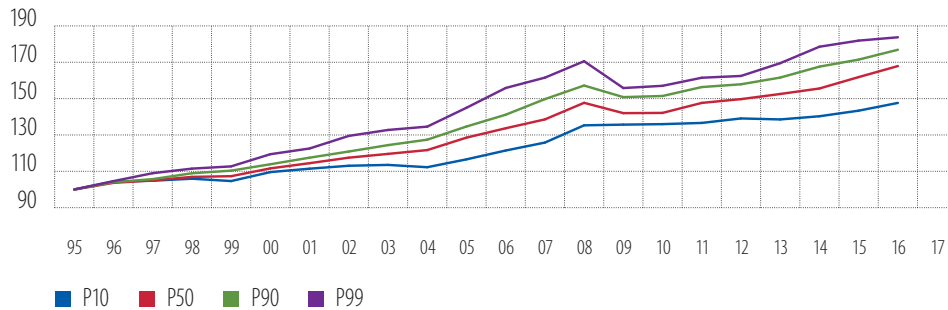
Europe de l'Ouest et du Nord



Europe du Sud



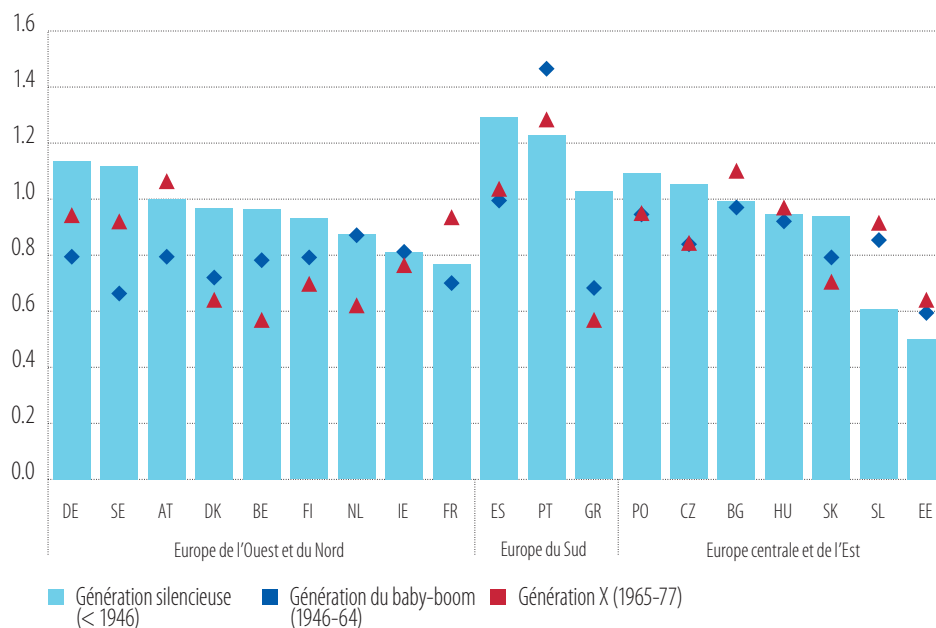
Europe centrale et de l'Est



Source : Base de données sur les inégalités mondiales.

- **L'inégalité de revenus entre les régions et entre les zones urbaines et rurales s'est également creusée.** Les évolutions touchant aux technologies et à la structure de l'économie entraînent une concentration d'un nombre croissant d'activités économiques et d'emplois hautement qualifiés dans les régions métropolitaines. Le dynamisme économique des villes peut accroître la prospérité nationale globale, mais les inégalités géographiques grandissantes exercent une pression sur la cohésion sociale. Elles sont exacerbées par la baisse des investissements à l'appui des infrastructures dans les régions moins bien nanties et moins dynamiques, comme l'indiquent leurs besoins déclarés en matière d'infrastructures.
- **Les progrès en matière de mobilité sociale sont au ralenti, voire à l'arrêt, ce qui a des conséquences sur la cohésion, la croissance et la compétitivité.** La mobilité sociale intergénérationnelle (du point de vue des types d'emploi et abstraction faite des changements dans la structure économique) s'est améliorée pour la génération du baby-boom, mais semble s'être détériorée pour la génération X. Cela peut refléter une inégalité croissante de revenus et a des effets négatifs pour l'affectation efficace des talents et des compétences, ainsi que pour l'acceptabilité sociale des résultats de l'économie de marché.

Mobilité sociale relative dans l'UE mesurée par la persistance relative dans la catégorie professionnelle

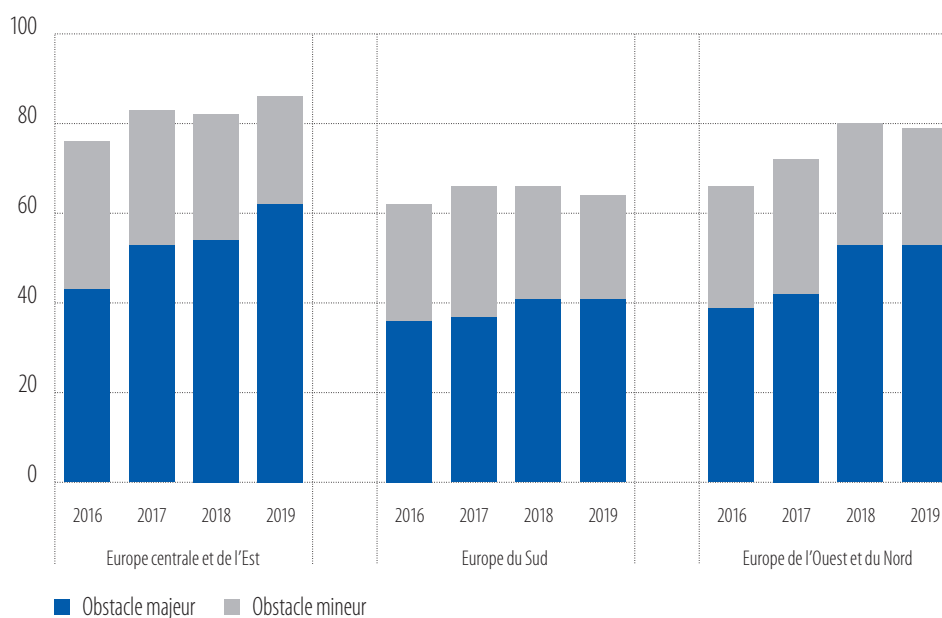


Source : Enquête sociale européenne 2002-2010 ; résultats des estimations publiés par Eurofound (2017) ; calculs de la BEI.

Principales conclusions

- **Le manque de personnel possédant les compétences appropriées reste l'obstacle le plus sérieux à l'investissement des entreprises, alors que l'automatisation provoque une augmentation massive des besoins de reconversion professionnelle.** Une majorité d'entreprises, soit 77 %, déclarent que le manque de personnel possédant les compétences appropriées entrave les investissements. La suppression de cette entrave pourrait théoriquement accroître la productivité de l'UE. Par ailleurs, 42 % à 52 % des emplois peuvent être considérés comme menacés par l'automatisation, ce qui crée un besoin urgent de reconversion professionnelle pour maintenir la compétitivité et tirer parti de nouvelles possibilités économiques. Le fait que les contraintes en matière de compétences tendent à détourner l'investissement des entreprises vers des améliorations permettant d'économiser de la main-d'œuvre, plutôt que vers le développement de nouveaux produits et services, est un sujet de préoccupation dans ce contexte..

Proportion des entreprises estimant que la pénurie de compétences freine les investissements, par groupe de pays (%)



Source : Enquêtes de la BEI sur l'investissement 2016-2019.

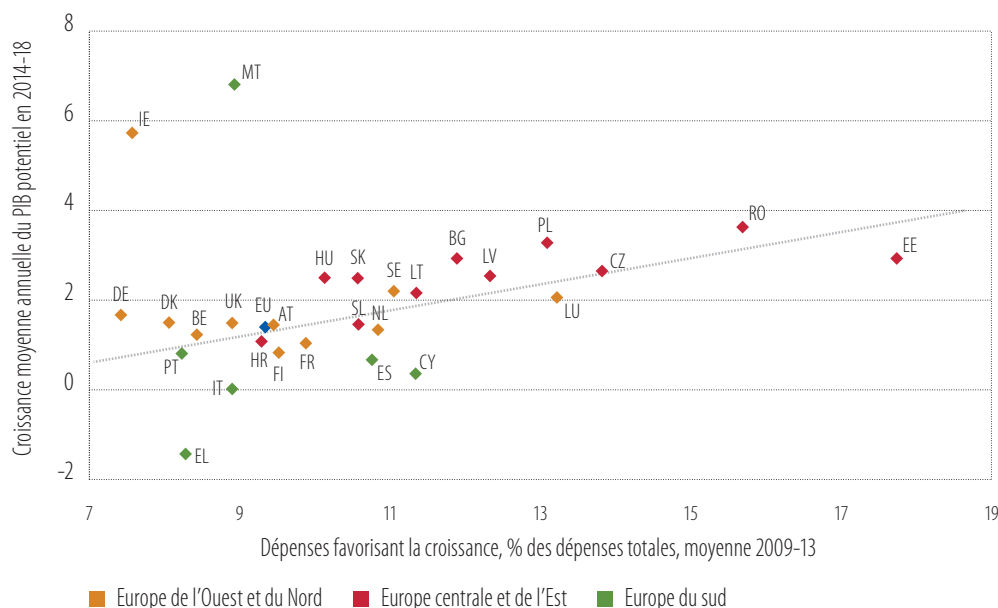
Nos recommandations

Effectuer des investissements publics pour améliorer les conditions d'une croissance durable et inclusive

Dans le contexte d'un ralentissement mondial et lorsque la marge de manœuvre budgétaire le permet, les investissements publics devraient être anticipés, la priorité étant accordée aux dépenses favorisant la croissance. Les investissements publics à grande échelle indispensables pour soutenir la transformation numérique des infrastructures et la transition vers la neutralité carbone nécessiteront une planification globale et détaillée à moyen terme. Compte tenu de la faible croissance et des taux d'intérêt à long terme très bas, les États membres disposant d'une marge de manœuvre budgétaire devraient envisager d'anticiper ces investissements autant que possible en augmentant leurs emprunts. Les États membres qui sont soumis à des contraintes budgétaires plus strictes devraient accorder la priorité aux dépenses qui favorisent la croissance potentielle et mobilisent les financements du secteur privé.

- **Les infrastructures intelligentes peuvent offrir un « gain rapide »**, ce qui suppose l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales à moyen terme pour intégrer les technologies numériques dans les infrastructures. La coopération transfrontalière peut engendrer des économies d'échelle et des synergies paneuropéennes.
- **L'amélioration de la capacité technique des pouvoirs publics** en matière de planification et de mise en œuvre des projets, ainsi que le renforcement de la coopération interrégionale, constituent un complément essentiel aux financements pour ouvrir des possibilités d'investissement.

Dépenses favorisant la croissance et croissance annuelle du PIB potentiel



Source : AMECO, Eurostat.

Principales conclusions

- **Les investissements dans les technologies numériques peuvent renforcer les services publics et la cohésion régionale**, en offrant potentiellement des améliorations en termes de qualité et d'efficacité, ainsi que de nouveaux modes de prestation de services pour les régions plus éloignées et mal desservies.
- **Les finances publiques peuvent contribuer à catalyser le déploiement de technologies vertes** – comme dans le cadre de l'Alliance européenne des batteries – pour compléter les instruments reposant sur le marché. En ce qui concerne les infrastructures, les finances publiques et les feuilles de route stratégiques peuvent permettre le déploiement et l'intégration des énergies renouvelables et des technologies à faible intensité de carbone, comme les véhicules électriques et les appareils intelligents.
- **L'amélioration de l'accessibilité et de la qualité de l'éducation est profitable tant pour l'inclusion que pour la compétitivité**. Elle devrait comprendre des formations tout au long de la vie qui sont adaptées à l'évolution des exigences du marché vis-à-vis de compétences spécifiques.

Créer un environnement propice à l'investissement privé pour soutenir la transformation

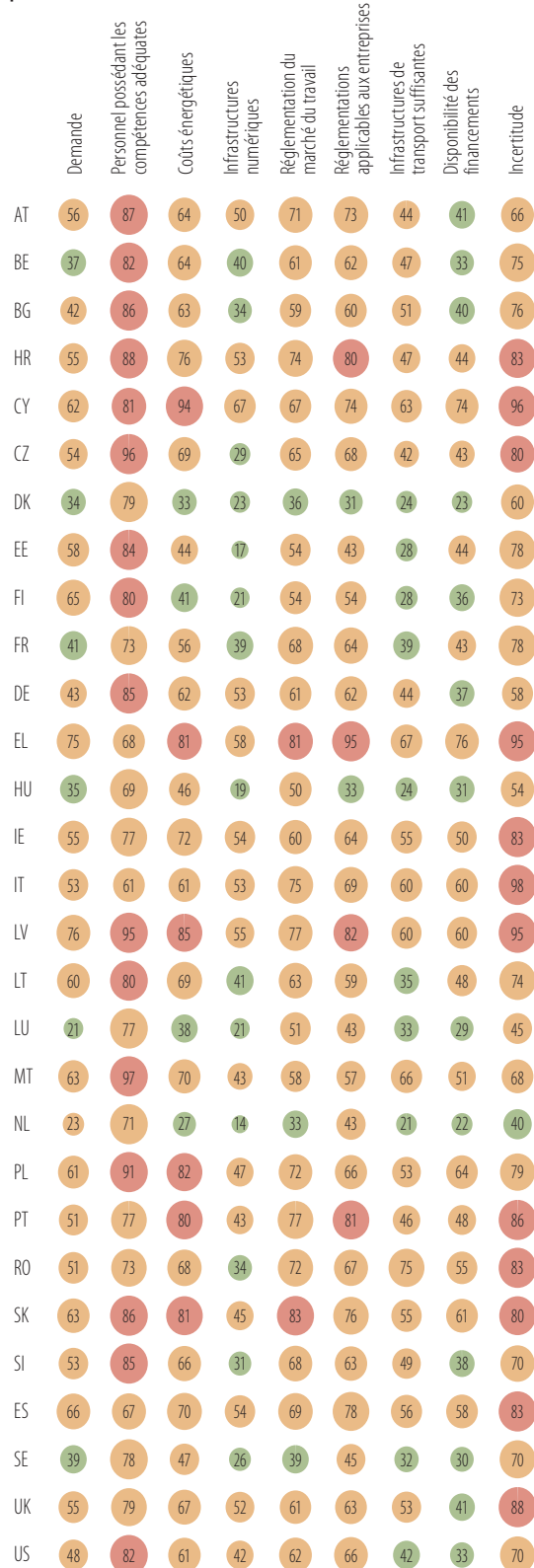
Les investissements publics et privés devraient être complémentaires, les investissements publics bien ciblés créant des perspectives qui attirent les investissements privés. En outre, l'investissement public direct doit s'accompagner d'une action visant à éliminer les obstacles et les incitations divergentes qui freinent l'investissement privé. Des réformes rapides peuvent aider à contrecarrer un ralentissement économique. Et surtout, elles peuvent favoriser l'innovation, l'investissement des entreprises et le dynamisme requis pour accroître la productivité et assurer la compétitivité et la durabilité à long terme.

- **Miser sur l'investissement public dans la R-D en soutenant davantage la diffusion de l'innovation et les investissements dans les actifs incorporels**, comme les logiciels et les bases de données, la formation des employés, l'amélioration des processus opérationnels et de meilleures pratiques de gestion. Le renforcement de la coopération entre les entreprises, les universités et les centres de recherche est également important pour la diffusion des nouvelles technologies. Des investissements initiaux dans les infrastructures numériques, ainsi que le renforcement des capacités financières et techniques des entreprises en transition numérique, pourraient accélérer la numérisation et la diffusion de l'innovation. Il est essentiel de mettre davantage l'accent sur la R-D liée au climat pour assurer à la fois la compétitivité et la transition vers la neutralité carbone.
- **S'attaquer aux obstacles à l'émergence et à la croissance des jeunes entreprises innovantes, afin d'améliorer la concurrence, la dynamique entrepreneuriale et la productivité**. S'il convient de soutenir le rôle de nombreuses entreprises de premier plan qui repoussent les frontières technologiques, il est également nécessaire de s'attaquer aux obstacles à l'émergence et à la croissance des entreprises, tels que la réglementation de ces dernières en fonction de leur taille, les effets de réseau et le scénario du « gagnant qui rafle tout ». Il est également essentiel d'éliminer les obstacles à la sortie des entreprises non performantes. De telles rigidités structurelles étouffent la diffusion de l'innovation, l'affectation efficace des ressources dans l'ensemble de l'économie et, in fine, la productivité et la compétitivité de l'économie européenne. Les politiques de concurrence, les réglementations des produits et du marché du travail ainsi que la mise en œuvre du marché unique numérique revêtent tout autant d'importance à cet égard.

- **Exploiter la complémentarité des investissements publics et privés et supprimer les freins réglementaires à l'investissement dans les infrastructures intelligentes.** Dans le secteur des services collectifs, la réglementation des prix tend à favoriser l'amélioration de l'efficacité plutôt que l'innovation et la diversification des produits. Une approche réglementaire plus souple s'impose pour permettre davantage encore une innovation de rupture, qui explore comment les technologies numériques peuvent améliorer la qualité et la diversité des services liés aux infrastructures.
- **Il faut des signaux clairs en matière de politique climatique et énergétique, avec un cadre réglementaire favorable et des incitations mieux alignées pour renforcer les investissements privés et la R-D liée au climat.** Des signaux clairs permettront aux entreprises et aux investisseurs de mettre en œuvre des stratégies et des plans d'investissement conformes aux objectifs de transition vers la neutralité carbone, ce qui permettra d'accélérer la transition et de réduire le risque lié aux actifs échoués. L'extension et le renforcement du système européen d'échange de quotas d'émission est un moyen de mieux aligner les incitations, tout comme la taxation du carbone qui pourrait contribuer à financer des mesures de soutien à l'inclusion, avec des ajustements fiscaux aux frontières pour protéger la compétitivité des entreprises européennes. L'incitation à mener des audits énergétiques s'est également révélée un outil utile pour accroître les investissements dans l'efficacité énergétique. Les mesures visant à accélérer la transition énergétique doivent s'accompagner d'efforts visant à garantir l'équité sociale de la transition.
- **L'action des pouvoirs publics visant à lever les obstacles à l'investissement à long terme peut accroître la productivité, soutenir la transformation numérique et contribuer au maintien et à l'amélioration de l'inclusion sociale.** Le manque de personnel possédant les compétences adéquates et l'incertitude demeurent les principaux obstacles à l'investissement dans le secteur des grandes entreprises de l'UE, comme le confirment respectivement 77 % et 73 % des entreprises. Les contraintes de compétences posent des problèmes particuliers aux entreprises innovantes et en mutation numérique, avec des conséquences négatives pour la croissance de la productivité. Les pouvoirs publics ont également un rôle important à jouer dans l'amélioration de la prévisibilité des politiques, réduisant ainsi l'incertitude des entreprises quant aux résultats probables des projets d'investissement potentiels. Une expérience menée dans le cadre de l'enquête EIBIS auprès d'entreprises européennes suggère qu'un choc négatif sur les attentes de bénéfices d'une entreprise (accentuation de l'incertitude) augmente sensiblement la probabilité qu'un projet d'investissement soit suspendu (de 9 points de pourcentage) ou abandonné (de 4 points de pourcentage).

Principales conclusions

Obstacles à l'investissement du secteur privé, par pays (% d'entreprises ayant cité chaque problème comme un obstacle)



Source : Enquête EIBIS 2019.

Note : Un cercle rouge signifie que la part des mentions d'un obstacle particulier se situe dans le premier quartile ; un cercle vert signifie qu'elle se situe dans le dernier quartile ; un cercle jaune, qu'elle se situe entre les deux. La taille du cercle et le chiffre qu'il contient indiquent la part des entreprises citant un domaine soit comme obstacle mineur, soit comme obstacle majeur.

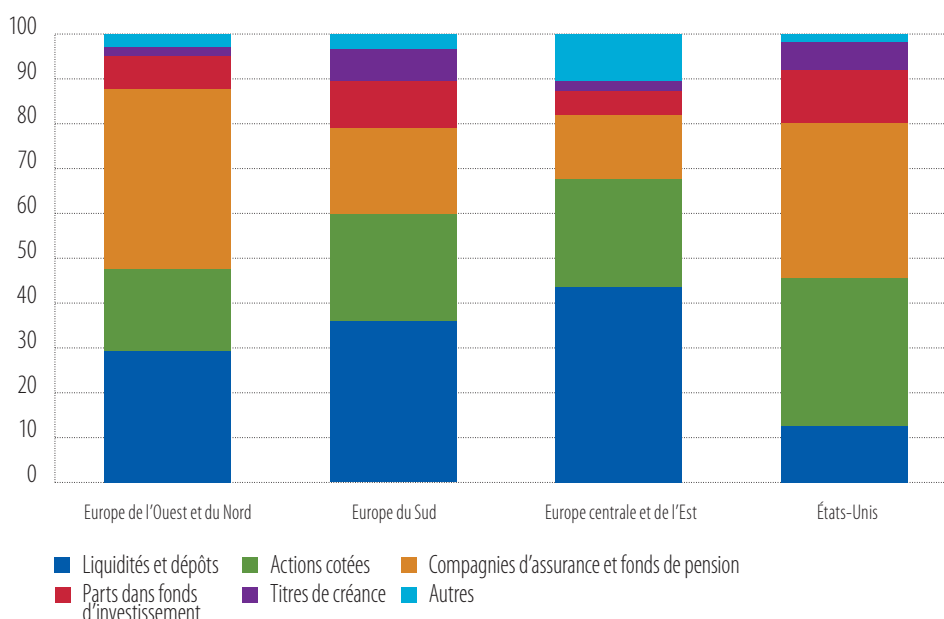
Promouvoir une intermédiation financière efficace dans toute l'Union européenne

Le secteur financier au sein de l'Union européenne doit en faire davantage pour soutenir les investissements à long terme et à haut risque des entreprises jeunes et innovantes. Après des années de politique monétaire accommodante, les liquidités ne manquent pas. Pourtant, ces ressources financières ne sont pas toujours réaffectées efficacement. À l'heure actuelle, le système financier ne facilite pas suffisamment la transformation des échéances et des risques alors que les besoins d'investissement à long terme sont très élevés. Il privilégie le financement d'entreprises établies mais souvent non innovantes et moins efficaces – même lorsqu'elles éprouvent des difficultés à assurer le service de leur dette – plutôt que de prendre des risques aux côtés de nouveaux arrivants et de concurrents innovants. Cette réticence sape le dynamisme des entreprises, l'efficacité de l'affectation des ressources et la croissance de la productivité. Les instruments financiers tels que les prêts d'amorçage-investissement, le capital-risque ou les produits de garantie peuvent contribuer à alimenter de nouveaux marchés financiers et à mobiliser des investissements privés.

Le manque d'intégration financière dans l'Union européenne constitue une menace pour la convergence et la cohésion. Au sein du secteur financier, il existe encore des preuves significatives de préférences nationales, ce qui signifie que l'épargne n'est pas réaffectée à son utilisation la plus productive dans l'Union. En fin de compte, cela pourrait entraver la convergence économique et alimenter un processus de polarisation au sein de l'économie européenne.

L'objectif des réformes ne doit plus être de renforcer la résilience, mais de permettre au secteur financier de jouer son rôle dans la construction d'une Europe compétitive, durable et inclusive. La refonte de la réglementation dans le sillage de la crise financière mondiale a permis de renforcer le système bancaire. Jusqu'à présent, elle n'a toutefois pas réussi à relancer l'intégration financière. L'Union des marchés des capitaux et d'autres initiatives réglementaires doivent donner la priorité à la lutte contre la fragmentation, à la génération de financements à long terme nécessaires à la transition vers la neutralité carbone et à la promotion d'une offre accrue de financements à risque – en particulier de fonds propres – pour soutenir les jeunes pousses, les entreprises à potentiel de croissance et d'autres sociétés innovantes qui sont susceptibles de transformer l'économie européenne.

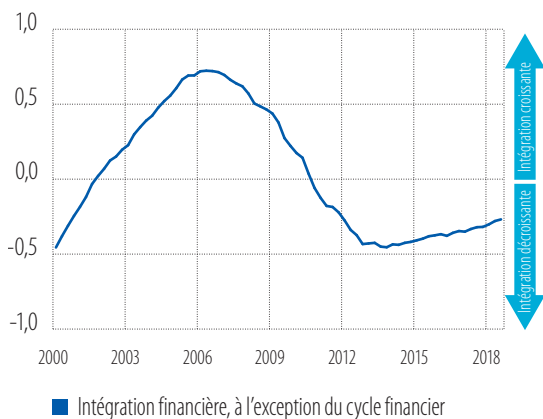
Composition du patrimoine financier des ménages dans l'UE et aux États-Unis, 2013-2018 (%)



Source : Calculs de la BEI basés sur les données d'Eurostat et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

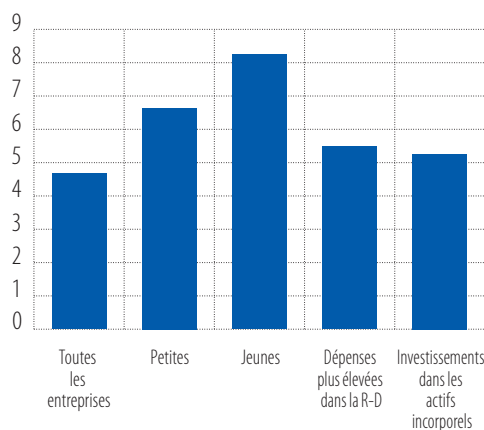
Principales conclusions

Indice d'intégration financière de l'UE



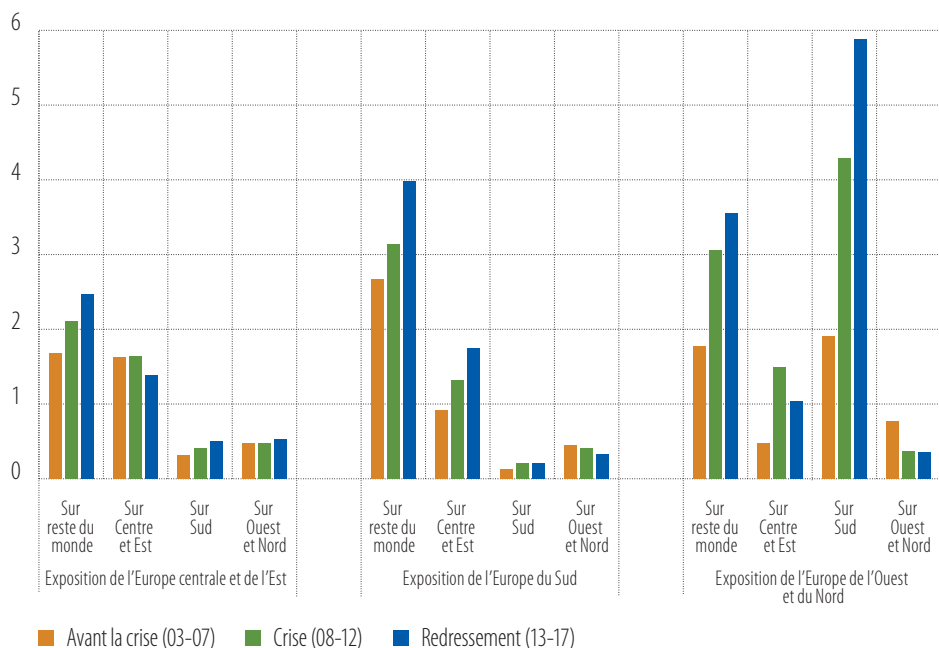
Note : Indice généré à l'aide d'un modèle vectoriel autorégressif selon le facteur de Bayes. Voir le Rapport sur l'investissement 2017-2018 ainsi que Lake and Maurin 2019 (à paraître).

Part des entreprises restreintes dans leurs possibilités de financement, par caractéristique d'entreprise (moyenne 2016-18, %)



Source : EIBIS.

Preuve de préférences nationales – Ratio d'exposition des différentes régions, selon le total des participations étrangères en portefeuille à l'échelon régional, par rapport au PIB régional



Source : Calculs de la BEI d'après les données du Fonds monétaire international (FMI).

Note : Les ratios moyens régionaux supérieurs à 1 indiquent une surexposition relative de la région source vis-à-vis de la région de destination, et ceux inférieurs à 1 une sous-exposition relative.

À propos de la BEI

La Banque européenne d'investissement joue un rôle important de catalyseur pour promouvoir des projets d'investissement solides qui contribuent à la réalisation des objectifs stratégiques de l'UE en Europe et ailleurs dans le monde. En 2018, la BEI a procuré 56 milliards d'EUR de financements à long terme à l'appui d'investissements productifs des secteurs public et privé dans le monde entier, complétés par 10 milliards d'EUR provenant du Fonds européen d'investissement (FEI). Une première estimation chiffre à 230 milliards d'EUR environ le montant des projets d'investissement auxquels ces financements cumulés auraient permis de voir le jour.

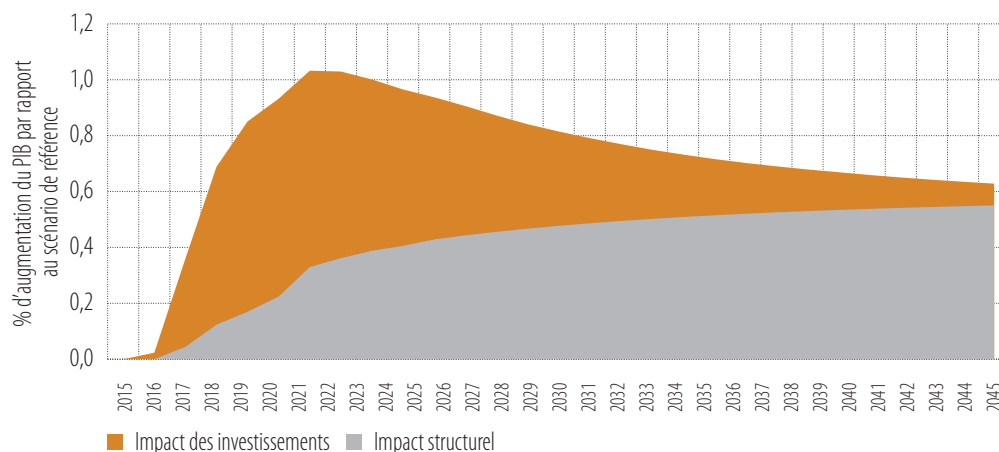
La BEI est à la fois une banque et une institution publique. La BEI, dont les actionnaires sont les États membres de l'Union européenne, se finance en empruntant sur les marchés internationaux des capitaux et elle prête ces fonds pour financer des projets d'investissement qui pallient des défaillances systémiques du marché. Ses financements ciblent quatre domaines d'intervention prioritaires pour promouvoir une croissance intelligente et durable et la création d'emplois : l'innovation et les compétences, les petites et moyennes entreprises (PME), l'action en faveur du climat et les infrastructures stratégiques.

La BEI est déterminée à contribuer à la réalisation des objectifs de l'accord de Paris. La BEI mettra toutes ses opérations en conformité avec cet accord d'ici 2020 et portera les prêts liés à l'action pour le climat à 50 % de ses activités d'ici 2025. Ce faisant, elle entend soutenir la mobilisation de 1 000 milliards d'EUR d'investissements à l'appui de l'action pour le climat et de la durabilité environnementale au cours de la décennie 2021-2030. Le développement par la Banque d'instruments financiers innovants contribue à attirer les financements du secteur privé, en particulier des investisseurs institutionnels. La BEI a également joué un rôle essentiel en tant qu'émetteur de la première obligation verte et a depuis lors émis environ 24 milliards d'EUR d'obligations vertes dans 11 monnaies, contribuant ainsi à créer ce qui constitue aujourd'hui un marché de 500 milliards d'USD pour ces instruments.

La BEI propose des produits financiers et des conseils techniques pour mobiliser des financements privés, compléter les investissements publics et répondre à l'ampleur des besoins structurels d'investissement. Des produits tels que les garanties, le capital-risque et les prêts d'amorçage-investissement peuvent être particulièrement efficaces pour mobiliser des ressources. Les conseils techniques de la BEI jouent un rôle important, car ils contribuent au démarrage des projets et permettent d'optimiser la valeur ajoutée des ressources disponibles. La Banque a un rôle important à jouer pour soutenir les PME dans leur mutation numérique et leur transition climatique.

Les investissements soutenus par le Groupe BEI ont une incidence durable sur l'économie de l'UE. Travaillant en étroite collaboration avec le Centre commun de recherche de la Commission européenne, les économistes de la Banque ont utilisé un outil éprouvé, le modèle RHOMOLO, pour estimer l'incidence macroéconomique future des opérations appuyées par la BEI dans l'Union européenne. Ainsi, d'ici 2022, les investissements soutenus par le Groupe BEI en 2018 devraient avoir permis une augmentation du PIB de l'UE de 0,9 % par rapport au scénario de référence et la création d'un peu plus d'un million d'emplois.

Impact attendu sur le PIB de l'UE des investissements soutenus par le Groupe BEI et signés en 2018



RAPPORT SUR L'INVESTISSEMENT 2019/2020



**Banque
européenne
d'investissement**

La banque de l'UE

Banque européenne d'investissement
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
☎ +352 4379-1
www.bei.org – ✉ info@bei.org

- 🐦 twitter.com/EIB
- 📘 facebook.com/EuropeanInvestmentBank
- 📺 youtube.com/EIBtheEUBank

print: ISBN 978-92-861-4473-8
eBook: ISBN 978-92-861-4481-3
pdf: ISBN 978-92-861-4477-6

**PRINCIPALES
CONCLUSIONS**